INTERVIEW Ben Rhodes, ancien conseiller du président Obama

« Trump veut une guerre contre l'Iran »

Ancien conseiller en politique étrangère, « plume » de Barack Obama, Ben Rhodes (1) estime que l'actuel président ne comprend pas les enjeux diplomatiques et représente une « cassure » dans l'histoire américaine.

A-t-il été compliqué de revenir à la vie réelle après huit ans à la Maison Blanche ?

Je m'y étais préparé. Ce n'était pas dur de quitter la Maison Blanche, mais il était très dur de voir Trump y entrer… Un horrible sentiment. Si je n'ai pas été surpris que Trump remporte les primaires républicaines, je n'arrive toujours pas à croire qu'il a gagné en 2016 : il n'a tellement pas le profil et les capacités pour être président. C'est le plus mauvais président de l'histoire contemporaine de notre pays : il ne respecte pas la fonction, ni les institutions démocratiques américaines, ni nos alliés. Il viole les normes basiques, il ment, il ne comprend pas les enjeux.

Trump incarne-t-il une rupture dans l'histoire de l'Amérique ?

C'est une cassure, même si l'Amérique a toujours connu une histoire conflictuelle. On avait la guerre d'Indépendance et en même temps, il y avait l'esclavage. Nous sommes un pays de contradictions. Il y a toujours eu des forces progressistes (le mouvement des droits civils) - Barack Obama s'inscrit dans cette tradition - mais aussi des forces réactionnaires (les ségrégationnistes, les suprémacistes). L'avènement de Trump est inhabituel : il a bénéficié de primaires ouvertes pour la première fois, et il est aussi le produit de Fox News, cette chaîne d'info de l'aile droite, dure, et des réseaux sociaux. Dans les années 80, il n'aurait pas été élu.

La politique étrangère intéresse-t-elle le citoyen américain ?

Difficilement. Ils s'intéressent d'abord à la guerre – et honnêtement, ils n'aiment plus la guerre, surtout depuis le 11 septembre 2001. Les Français ont sans doute du mal à comprendre avec la Syrie : après l'Afghanistan et l'Irak, la Libye, la Somalie et le Yémen, il n'y avait plus de soutien pour une intervention. Obama a toujours eu peur que des frappes aériennes ne changent pas le cours de la guerre en Syrie. La décision, en 2013, a été difficile à prendre, mais je pense que la situation de la Syrie ne serait pas différente à celle aujourd'hui.

20 août 2014, Massachusetts. Barack Obama apprend l'assassinat de James Foley par Daech et prépare son discours avec Ben Rhodes. PHOTO PETE SOUZA/WHITE HOUSE

L'Iran constitue-t-il une menace aujourd'hui ?

Trump essaie de détruire tout ce qu'Obama a construit. Sur l'accord sur le nucléaire iranien, les Européens tentent de le préserver ou contourner, mais c'est difficile. Mes inquiétudes, c'est que Trump déclenche une guerre contre l'Iran, c'est la rhétorique de son administration. John Bolton et Mike Pompeo, ses conseillers, souhaitent attaquer l'Iran depuis longtemps.

Que reste-t-il de l'héritage d'Obama ?

Obama a produit des avancées au niveau international, il faudrait qu'un président démocrate les consolide après 2020. Sauf si Trump est réélu. L'Iran sera vraiment alors « tué », l'ouverture avec Cuba s'éloignera, les efforts sur le climat aussi. On a écrit un premier brouillon, mais il reste encore beaucoup à écrire… Des personnes comme Kamala Harris ou Beto O'Rourke peuvent émerger, le parti démocrate est en quête de nouvelles têtes. Je suis optimiste, Trump est affaibli. Les démocrates doivent gagner, mais cela ne veut pas dire qu'ils vont gagner… Souvenons-nous de la dernière fois ! ■

Recueilli par Xavier FRERE

(1) *Obama confidentiel*, éd. Saint-Simon

ISRAËL SE RAPPROCHE DES MONARCHIES DU GOLFE

Le Premier ministre israélien a qualifié hier de « tournant historique » la conférence sur le Moyen-Orient à Varsovie où il a rencontré des dirigeants arabes unis dans un front commun contre l'Iran. Benjamin Nétanyahou espère que ce front ouvrira la voie à une normalisation des relations entre Israël et les pays du Moyen-Orient. Cette réunion controversée, sous les auspices des États-Unis, vise à intensifier la pression sur le régime iranien. Mercredi soir au château royal de Varsovie, le Premier ministre israélien était à la même table que des hauts responsables d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de Bahreïn – dont aucun ne reconnaît l'État hébreu. « Je pense que cela témoigne d'un changement et d'une compréhension importante de ce qui menace notre avenir », a-t-il estimé. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a qualifié la conférence de « cirque de Varsovie ».

ROYAUME-UNI Union européenne

Brexit : Theresa May fragilisée

La Première ministre britannique a essuyé jeudi une défaite embarrassante au Parlement, qui la fragilise dans les discussions qu'elle mène avec Bruxelles pour tenter d'obtenir une modification de l'accord de Brexit.

À six semaines de la date prévue pour la sortie de l'UE, les députés britanniques ont rejeté jeudi une motion dans laquelle le gouvernement expliquait comment il souhaitait renégocier l'accord de divorce conclu avec l'Union européenne.

La Première ministre affirmait dans cette motion poursuivre un double objectif. D'une part, obtenir des « arrangements alternatifs » au « filet de sécurité » censé maintenir une frontière ouverte sur l'île d'Irlande après le Brexit. D'autre part, écarter le scénario d'un « no deal », soit une sortie sans accord redoutée par les milieux d'affaires comme par une partie des députés.

Ce vote affaiblit Theresa May dans sa tentative de rouvrir les négociations avec Bruxelles : la dirigeante britannique, qui se prévalait jusque-là d'un « mandat clair » des députés, vient de perdre cet appui.

L'impact économique du Brexit bientôt dévoilé

Son opposant Jeremy Corbyn a néanmoins lui aussi essuyé une défaite. Son amendement, visant à limiter les marges de manœuvre du gouvernement, a été rejeté.

Engagée dans de nouvelles discussions avec l'UE, Theresa May peine à obtenir une réouverture des négociations. Alors que les dirigeants européens se montrent inflexibles, elle a reconnu mardi avoir « besoin de temps » pour trouver une issue.

Le chemin de croix de Theresa May se poursuit. PHOTO TOLGA AKMEN/AFP

« L'UE à 27 attend toujours de Londres des propositions concrètes et réalistes pour sortir de l'impasse sur le Brexit », a déclaré mercredi le président du Conseil européen, Donald Tusk. Theresa May se laisse jusqu'au 26 février pour trouver une issue. Sans nouvel accord à cette date, un nouveau débat sera organisé, le lendemain au Parlement, sur la conduite à tenir. ■

ESPAGNE Justice

Indépendantistes catalans : le procès transformé en tribune

Le principal accusé au procès de la tentative de sécession de la Catalogne, Oriol Junqueras, a utilisé jeudi la Cour suprême espagnole comme tribune pour dénoncer un procès « politique » contre un mouvement indépendantiste « pacifique ».

Accusé de rébellion et de détournement de fonds, l'ancien vice-président du gouvernement régional catalan est le premier des douze accusés à déposer. L'historien de 49 ans, président du parti indépendantiste Esquerra republicana catalana, a invoqué son droit à ne pas répondre aux questions de l'accusation, dans un « procès politique ». « On me poursuit pour mes idées et non pour mes actes », a-t-il affirmé.

Oriol Junqueras encourt jusqu'à 25 ans de prison. PHOTO J.J.GUILLEN/AFP

« Rien de ce que nous avons fait n'est un délit »

En détention préventive depuis quinze mois, il a assuré que les séparatistes catalans continueraient à réclamer l'indépendance de façon pacifique « quel que soit le résultat de ce procès ». Les prévenus sont poursuivis pour avoir organisé le 1er octobre 2017 un référendum d'autodétermination interdit et pour avoir proclamé l'indépendance de cette riche région du nord-est de l'Espagne. Sans résultat, puisque le gouvernement espagnol avait suspendu l'autonomie de la Catalogne, démis son exécutif et dissous son parlement.

« Rien de ce que nous avons fait n'est un délit. Rien, absolument rien », a insisté Oriol Junqueras. ■

ALLEMAGNE Pétition

Vers un référendum en Bavière pour sauver les abeilles

Quelque 1,75 million d'électeurs de Bavière, un record historique, ont signé jeudi une pétition pour « Sauver les abeilles » qui pourrait déboucher sur un référendum. Le texte, lancé par le petit parti écologiste et conservateur ÖDP, demande que 20 % des terres arables respectent les normes biologiques en 2025, avant d'atteindre 30 % en 2030.

10 % des espaces verts en Bavière devraient également être transformés en prairies fleuries, et rivières et ruisseaux devraient être mieux protégés des pesticides et engrais.

Le nombre de personnes qui ont signé la pétition dans les mairies du Land a largement dépassé le million requis pour obtenir un référendum dans les six mois, selon le système de démocratie directe en vigueur en Bavière.

Pionnière en Europe

Les organisations d'agriculteurs ont pourtant fait campagne contre cette pétition et mis en garde contre les coûts financiers potentiels pour l'agriculture.

Avec ce futur référendum, la Bavière pourrait « devenir pionnière en Europe en matière de protection de l'environnement », se réjouissait jeudi le quotidien Süddeutsche Zeitung. ■

EUROPE Économie

Investissements : l'UE se renforce face à l'ogre chinois

L'UE va mettre en place un cadre européen de contrôle des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques pour répondre aux préoccupations de ses grands États face à l'appétit de groupes non-européens, notamment chinois, à l'instar du géant des télécoms Huawei.

Jeudi, le Parlement européen a largement donné son feu vert à un règlement qui doit renforcer la coopération entre les pays de l'UE, avec l'appui de la Commission européenne, lorsque des investisseurs issus de pays tiers s'intéressent à des secteurs sensibles.

L'exemple Kuka

La portée de ce texte reste cependant limitée : la Commission n'aura pas elle-même la possibilité de bloquer un investissement, le dernier mot revenant dans tous les cas aux États membres. « Cette législation est bien sûr totalement neutre et non discriminatoire, mais ce n'est un secret pour personne qu'il y a une question autour de la Chine », a affirmé mercredi la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström.

La France, l'Allemagne et l'Italie, inquiètes de voir des groupes étrangers, notamment chinois, s'offrir à moindre coût et d'une manière jugée déloyale, une expertise et des technologies clés en rachetant leurs entreprises, réclamaient de longue date cette législation.

Des craintes d'espionnage

En 2016, Berlin et Bruxelles n'avaient pu que constater, impuissants, le transfert de technologies « made in Germany » lors de la reprise du fabricant allemand de machines-outils Kuka par le géant chinois de l'électroménager Midea, pour 4,6 milliards d'euros.

L'intelligence artificielle, la robotique, les nanotechnologies, les télécommunications ou encore les terres agricoles font parties des secteurs susceptibles d'être concernés par ce nouveau règlement européen. Parmi les entreprises chinoises qui inquiètent les Européens figure le géant chinois des télécommunications Huawei, dont les équipements sont soupçonnés de permettre à Pékin d'espionner les communications des pays qui les utiliseraient. ■